

Public-privé : l'hécatombe des emplois.

À nous de déclencher l'unité dans la lutte, tous et toutes ensemble

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix du monde du travail, face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien que dans le reste du monde : comme aux États-Unis, pays de naissance du 1^{er} mai, contre Trump et sa politique ; ou en Turquie, contre le régime d'Erdoğan, en dépit de la brutale répression de la police qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent au patronat et au gouvernement

Des luttes se déroulent localement, dans les entreprises privées comme les services publics, autour de la question des salaires, du maintien de l'emploi et de la défense des conditions de travail. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les prétendus « privilèges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît en avantages indus et en parasitisme social ! La SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5 % d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements...

La liste des plans de licenciements s'allonge. La semaine dernière, STMicroelectronics (1,6 milliard de dollars de bénéfice) et ArcelorMittal (1,3 milliard), y ont ajouté leur pierre en annonçant respectivement 1 000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 300 à Dunkerque pour le sidérurgiste.

Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1^{er} mai, avec une solution magique pour sauver ArcelorMittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite, sous la présidence de Giscard d'Estaing, avait épongé les dettes d'Usinor et Sacilor en y prenant une participation majoritaire. La gauche unie derrière Mitterrand avait poursuivi en achevant de nationaliser et c'est en fin de compte l'État qui a conduit lui-même des « restructurations ». Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une dizaine d'années et la riche famille de Wendel, maître historique des forges, indemnisée bien au-delà de la valeur d'usines obsolètes.

Bien sûr, les Ruffin, Tondelier, Faure et Trouvé jurent que la nationalisation permettra de sauver les emplois. Mais ce qu'ils veulent, c'est seulement que l'État finance les restructurations et les licenciements pour rendre demain aux patrons une industrie devenue plus rentable. De l'acier dit « français » que les travailleurs fabriquent, au passage, avec un minerai de fer venu du monde entier. Il faut bien que l'industrie de l'armement ait de quoi fabriquer des engins de mort !

Plutôt se battre ensemble pour interdire les licenciements !

Le nationalisme, même de gauche, pas plus qu'aucun protectionnisme, fût-il « solidaire », ne sont des solutions. Car cela revient à s'en remettre chacun de son côté à un État qui sert avant tout les riches, même quand des politiciens de gauche sont à sa tête.

C'est bien davantage une lutte d'ensemble, de tous les travailleurs, qu'il faudrait mettre à l'ordre du jour. À la SNCF, les directions des syndicats Sud et CGT ont décidé de saucissonner le combat : un jour pour les agents de conduite, un autre pour les contrôleurs, encore un autre pour les ateliers. Dans les usines qui licencient, les directions syndicales prescrivent également de cantonner la lutte à l'entreprise, dans d'interminables négociations où l'on se regarde avec le patron en chiens de faïence. Morceler les forces plutôt que les unir dans un combat général, ce serait la stratégie miracle ? Bien au contraire, il faut trouver le chemin de l'unité dans la lutte, avec en tête que toutes les grandes victoires ont été le résultat de grèves capables de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

Du nouveau qui fait moderne mais surtout modeste

Dans la presse, la direction de Renault Flins se vante d'avoir reconditionné 50 000 voitures d'occasion en 3 ans et parle d'embauches futures. Sauf que, la vague promise d'embauches, elle a déjà fait le coup avec peu de résultats. Et surtout l'activité de reconditionnement de véhicule et de pièces occupe toujours une minorité de salariés à Renault Flins. La majorité travaille toujours à l'Emboutissage et au Ferrage pour faire des pièces pour des véhicules neufs pour des sites d'assemblage Renault. Les « nouvelles activités industrielles », mises en avant pour se faire de la pub, sont loin d'assurer à elle seules un avenir au site.

Bleu, blanc, rouge, vert, kaki... pour se faire du fric

La Fonderie de Bretagne (un sous-traitant de Renault de 300 salariés) à Caudan dans le Morbihan a été reprise officiellement par Europlasma pour fabriquer des obus. Si Europlasma se présente comme une entreprise de traitement de déchets et spécialisée dans la « transition écologique », en réalité les médias ont révélé que c'est une société prédatrice spécialisée dans le rachat d'entreprises en difficulté. Le rachat des Fonderies de Tarbes en 2021 ou encore de Valdunes en 2024 lui ont ainsi permis de récolter un maximum de millions d'euros des collectivités et de l'État tout en laissant les entreprises décliner et les travailleurs sur le carreau. En bref Europlasma c'est un sous-traitant pour licencier pas pour sauver l'emploi.

Porsche junior : tunnel privé sous Salzbourg !

Wolfgang Porsche, 81 ans, président du conseil de surveillance de Porsche, veut faire construire un tunnel de 500 mètres, sous la colline du centre-ville de Salzbourg (Autriche), jusqu'au parking privé de son manoir acquis en 2020 pour 8,4 millions d'euros.

Le richissime petit-fils des dynasties de l'automobile veut jouer le Bruce-Wayne-Batman de sa ville. L'ancienne mairie complaisante lui avait donné droit d'usage des sous-sols pour trois fois rien, alors que l'immobilier augmente pour les habitants, qui s'insurgent à juste titre, contre ce vieux-pété-de-thunes.

ArcelorMittal, subventionné pour licencier

ArcelorMittal, géant de la sidérurgie avec 126 000 salariés dans le monde, des dizaines d'usines et 55 milliards de chiffre d'affaires, vient d'annoncer la suppression de 630 postes en France. Environ 7 sites sont visés, après la fermeture des sites de Reims et Denain fin 2024.

Un syndicaliste CFDT a déclaré : « Ça fait des mois qu'on travaille avec la direction pour trouver des

solutions, obtenir des aides, et là, ils nous plantent un couteau dans le dos. » Encore un syndicaliste qui s'est fait avoir : 300 millions d'euros d'aide de l'État en 2023, 850 millions pour décarboner du site de Dunkerque récemment, 1,8 milliard en tout pour moderniser la production d'acier, prêts à taux préférentiel, crédits d'impôt, droits de douane protecteurs de l'acier européen... et les licenciements en prime.

Accidents au travail : 21 000 morts et 13,5 millions de blessés en 20 ans

L'Humanité a tenté de chiffrer l'hécatombe dont sont victimes quotidiennement les salariés. Selon les données compilées par le quotidien, en vingt ans, le travail a fauché plus de 21 000 salariés et en a blessé 13,5 millions. Et ces statistiques sont incomplètes, car elles ne prennent en compte que les salariés du régime général de la Sécurité sociale. À ces derniers, il convient d'ajouter les données transmises par la Mutualité sociale agricole : ses fichiers font état d'au moins 3 125 agriculteurs morts depuis 2006. Il y a, de plus, huit millions d'actifs (indépendants, auto-entrepreneurs, livreurs à vélo, chauffeurs VTC, agents de la fonction publique, etc.) pour lesquels les données sont lacunaires. Le travail tue et illustre on ne peut mieux la formule : perdre sa vie en la gagnant !

Déserts médicaux et répartition de la misère

30 % de la population vit dans « un désert médical », c'est-à-dire n'arrive pas à trouver un médecin pour se soigner. Ce problème ne se limite pas aux campagnes : certaines périphéries urbaines et quartiers défavorisés sont également touchés. Les pouvoirs publics veulent obliger les nouveaux médecins à s'installer dans ces déserts, voire forcer ceux déjà installés ailleurs à passer deux jours par mois dans les zones affectées. Des « solutions » à la petite semaine qui masquent le problème essentiel : le manque flagrant de médecins et de personnel soignant et des budgets en diminution constante pour la formation du personnel soignant à tous les niveaux. Dans une société tournée vers l'intérêt général, la priorité serait d'organiser la répartition des soignants, médecins compris, pour assurer un accès équitable aux soins, non de défendre des intérêts privés sous couvert de « liberté ». Faute de changer de politique, le gouvernement prétend régler le problème en développant également les maisons de santé et centres pluridisciplinaires, la télé-médecine ou les soins mobiles. Des initiatives qui peuvent ponctuellement dépanner mais qui ne font en réalité que répartir la pénurie.